

Pays: Autriche

Commission: Droits et Libertés

Problématique : “Informer et S’informer, un droit essentiel: “Quelle place ont les médias pour assurer le respect des droits de l’homme; et comment garantir leur indépendance?”

L’Autriche, pays au cœur de l’Europe, rejoint l’Union Européenne en 1995. Celle-ci est une république démocratique. Actuellement, elle est sous le gouvernement du chancelier Karl Nehammer, à la tête du Parti populaire autrichien, depuis décembre 2021. La liberté de presse, étant le “quatrième pouvoir” pour le bon fonctionnement d’une démocratie, celle-ci a une place primordiale dans tout gouvernement démocratique de l’UE, c’est pour cela que l’on va se demander quelle est la place des médias, pour assurer les droits de l’homme dans les démocraties et comment l’autriche prend place dans ses droits et libertés .

Après un récent scandale politico-judiciaire, notre dernier chancelier et ancien ministre d’affaires, Sebastian Kurz, décide de quitter son poste. Après son départ, il décide de mettre à la tête de son parti, le ministre d’affaires intérieur, Karl Nehammer, actuel chancelier. Sachant que ce scandale a eu des conséquences négatives sur l’image de notre parti, le départ volontaire de l’ex-chancelier prouve le mécontentement de notre parti envers ses actes corrompus. C’est pour cela qu’après le scandale, tous les médias européens et internationaux ont manifesté un avis négatif envers ce sujet. De même, lors de la démission du chancelier, celui-là décide de convoquer une conférence de presse, permettant de donner une explication à ce sujet

Pour notre pays, la liberté de presse ainsi que la liberté d’expression sont deux droits fondamentaux, c’est pour cela que depuis des années, même après le scandale, les investissements sur les médias sont très favorables pour eux économiquement. Les aides attribuées aux médias ainsi que dans les publicités, ont permis aux journalistes, de s’exprimer de façon libre. Les derniers investissements ont été de 8.7 millions pour les médias et pour la publicité de 47 millions. Notre pays prend donc en charge le financement de la presse pour garantir un accès à tous aux médias et pour encourager donc cette liberté. La diversité des médias en Autriche place ce pays, au niveau mondial, au 17eme rang de ceux où il y a le plus de liberté de la presse selon l’ONG *Reporters sans frontière* : “[Malgré le scandale récent], il faut souligner que ces médias sont totalement indépendants de la vie politique. Ce qui montre donc la diversité des médias ainsi que la liberté de la presse c’est que plus de 10 journaux dans tout le pays, ont chacun diverses caractéristiques comme par exemple, des journaux d’autres pays de l’UE, dans le langage du pays concerné, la libre circulation de journaux avec des idéaux politique différent, libéraux ou conservateur, ainsi que des journaux chrétiens. Tout ceci montre la liberté d’expression. Depuis notre engagement avec l’UE lors de notre entrée, on a respecté et protégé les droits de l’homme et des citoyens, (traité du 15 mai 1995, signée par l’Autriche pour le respect des droits et de la liberté de presse).

Pour tous les pays qui n’ont pas le même degré de liberté de la presse et même dans le nôtre, des solutions peuvent être prises pour favoriser encore plus cette liberté. Une solution déjà prise et mentionnée avant, sera comme actuellement dans notre pays, l’accès gratuit sur internet aux divers journaux, pour permettre à tous cet accès à la presse. Sachant aussi que chaque pays de l’UE ont diverse cultures et idéaux, lors de l’accès online au journaux des différents pays de l’UE de façon gratuite, qu’il y ait une traduction officielle, ce qui facilitera l’accès à l’information au citoyens de l’UE et qui permettra de voir les diverses positions d’un pays par rapport à un sujet d’actualité, ainsi que plusieurs point de vue. Cette solution permettra au citoyen de se former un propre avis, de façon indépendante.

Notre pays est donc prêt à mettre en place diverses solutions pour favoriser les médias en Europe. Ces médias sont primordiaux pour garantir la liberté et les droits des hommes, nous sommes

donc ouverts à toute solution pour garantir cette liberté ainsi que aussi garantir la sécurité des médias et des personnes qui sont à la tête de ces médias.

.